

**Nous, des professeurs du lycée Kléber, du second cycle et de CPGE,**

déplorons la légèreté des mesures mises en place par le Ministère pour protéger personnels et élèves dans cette crise sanitaire au sein de laquelle s'effectue la rentrée des vacances de Toussaint et

exigeons que des mesure type demi-classe soient mises en place et que les tables dans les classes puissent être espacées les unes des autres afin que la distanciation physique soit respectée

exigeons que la Région fasse le nécessaire pour que le personnel présent soit en nombre suffisant pour procéder au nettoyage des locaux dans les conditions telles que recommandées par le protocole sanitaire

exigeons que le Ministère fasse effectuer une expertise indépendante prouvant l'innocuité des masques distribués cette semaine aux enseignants et , en attendant la publication d'une telle étude, distribue à chaque enseignant 2 masques chirurgicaux par jour , conformément au protocole sanitaire

exigeons qu'une information régulière et transparente soit donnée aux enseignants et membre de la communauté éducative sur le nombre de contaminations et la régularité de la désinfection des locaux.

souhaitons que la Région autorise explicitement le lycée à déverrouiller les fenêtres qui sont fermées à clé (dispositif anti-suicide) pour pouvoir aérer les salles dans les conditions telles que recommandées par le protocole sanitaire

souhaitons qu'une information claire soit donnée par l'administration aux parents et élèves sur les conditions légales de mise en place de la continuité ou suivi pédagogique

exigeons que toutes les réunions et conseils de classe s'effectuent en distanciel pour limiter la fréquentation du lycée au strict minimum (cours et TD)

exigeons la mise à disposition de rouleaux de papier pour pouvoir désinfecter le matériel partagé (bureau, dossier de chaise, souris, etc)

exigeons que les professeurs soient équipés informatiquement pour faire face à l'enseignement à distance et que le CNED améliore le dispositif "Classe virtuelle" qui fonctionne mal (du fait, entre autres, du dispositif anti-intrusion mis en place après les expériences malheureuses du printemps dernier.)

exigeons que la Région autorise l'ouverture des espaces de parking aux enseignants qui souhaitent éviter les transports en commun.